

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

TOUS ENSEMBLE

(Suite de la première page)

grand capital que Mendès-France ou Hirsch, commissaire au Plan, se sont prononcés pour de telles solutions.

Si l'on établissait les cadres généraux d'un ensemble franco-africain, la négociation en Algérie serait moins redoutable pour la bourgeoisie française. Elle pourrait espérer que les dirigeants de la révolution algérienne seraient vite intégrés et contrôlés par les autres bourgeoisies nationales, ce qu'elle ne peut escompter dans le cas d'une paix signée isolément. De la même façon, tous les plans de modernisation de l'appareil industriel et commercial s'effectueraient dans une perspective nouvelle. En bref, la solution africaine est la seule qui, tout en offrant aux trusts français des débouchés nouveaux, tienne compte, avec quelque réalisme, du développement de la révolution coloniale.

Si la politique existe, les hommes et les méthodes pour la mettre en pratique sont plus difficiles à trouver. Cela tient essentiellement à la division profonde de la bourgeoisie française, dont l'aile la plus réactionnaire, et la moins décisive sur le plan économique, occupe massivement l'avant-scène politique. Il est parfaitement clair qu'aucune majorité viable ne peut sortir de l'actuel Parlement. L'union sacrée autour de la S.F.I.O. est passée de mode, maintenant que le problème majeur n'est plus seulement celui de la répression systématique. Et pourtant, pas de gouvernement sans soutien socialiste. La contradiction est à peu près insurmontable en termes traditionnels. Il faut de nouveaux regroupements politiques; les commentateurs de presse les plus avisés larment généralement à l'Union nationale. Mais l'Union sacrée se réalise difficilement sans une grande impulsion, extérieure au système. Certains politiciens estiment que De Gaulle serait l'homme d'une telle situation. Que l'avenir leur donne tort ou raison, l'écho que rencontre leur campagne n'en est pas moins significatif d'une certaine situation. Il en est de même de toutes les prises de position sur la réforme de la Constitution, que souhaite le M.R.P. Tous les projets de réforme vont dans le sens d'une diminution des possibilités de contrôle du Parlement sur le Gouvernement, auquel on veut assurer, par différents truquages, une plus grande stabilité.

La tendance de la bourgeoisie est vers un renforcement de l'Etat. Mais, sur cette voie, les difficultés sont nombreuses. Il est impossible de dire à quel moment et sous quelle forme essaieront d'être réalisées les visées du grand capital.

Une des raisons pour lesquelles la voie vers le fascisme est obstruée est la très grande puissance du mouvement ouvrier jamais battu. Mais le manque d'efficacité politique des travailleurs, constamment trahis par leurs directions, compte pour beaucoup dans tous les plans de la bourgeoisie. En d'autres termes, l'évolution de l'ensemble de la situation française dépend, dans la plus large mesure, de la capacité des ouvriers à déclencher contre le capitalisme une offensive générale, au cours de laquelle pourront être rejetées les tutelles des appareils bureaucratiques.

La vague de grève qui s'annonce menace tout le laborieux échafaudage de la politique économique bourgeoise. Mais, malgré son importance énorme, le mouvement purement revendicatif ne peut, à lui seul transformer la situation. Rien ne sera vraiment changé tant que subsistera l'ensemble de l'orientation politique gouvernementale, liée à la poursuite de la guerre d'Algérie. Il est donc indispensable qu'à côté d'une impulsion systématique aux luttes ouvrières soit menée une campagne d'explication des perspectives qu'impliquent les combats ouvriers. Seule une politique d'ensemble répondant à toutes les questions décisives du moment, peut permettre à la classe ouvrière d'apporter une solution à la crise de la société française.

Enoncer une pareille idée, c'est d'emblée condamner la politique du P.C.F. Celui-ci a « tourné » lors de son dernier Comité Central. Il a adopté un langage gauchiste sur l'Algérie et projeté une journée d'action. Il a cessé de prôner exclusivement la particularisation des luttes, et accepté le principe d'action par corporations entières. Et après? Après la journée du 17 octobre, comment mener à son terme la lutte contre la sale guerre? Après les grèves du 3 octobre, comment développer le combat revendicatif? Sur cette question, les stratèges stalinien restent silencieux — comme en chaque occasion où se posent les problèmes d'une action générale. Pour les dirigeants du P.C.F., il suffit que les travailleurs fassent pression sur la bourgeoisie. Ils n'ont pas à transformer eux-mêmes la situation; ils n'ont rien à dire sur la crise ministérielle, qui ne peut être réglée qu'au niveau parlementaire. Tel est le sens de la proposition faite par le Bureau Politique aux divers partis républicains, pour former un gouvernement de paix en Algérie.

Il faut rompre avec cette orientation. En ce moment, les travailleurs sont prêts à entrer en lutte, si on leur fournit une perspective valable:

POUR UNE ACTION GÉNÉRALE DE CHAQUE CORPORATION. POUR UNE ACTION COORDONNÉE DE TOUTES LES CORPORATIONS. VERS LA LUTTE D'ENSEMBLE DE TOUTS LES TRAVAILLEURS POUR LEURS SALAIRES.

La jonction des problèmes revendicatifs avec la guerre d'Algérie tend à se faire partout. C'est le devoir d'un véritable parti ouvrier de montrer sans relâche la liaison concrète de ces questions. C'est un devoir plus grand

BAMAKO

Suite de la première page

son développement une sécession possible.

Bien que le Congrès de Bamako n'ait pas mis en cause la légalité de la Constitution française, qu'il se soit contenté d'en demander une réforme, ce Congrès a donné terriblement à penser aux hommes politiques français qui y ont assisté, notamment Mendès-France qui a tout de suite dit qu'on se trouvait en présence de quelque chose de décisif pour l'avenir. Les réactionnaires les plus farouches, comme le leader des indépendants Duchet ont aussitôt crié à la menace de la fin pour l'Union Française.

Bamako, survenu au moment de la crise gouvernementale en France, pèsera lourdement du côté de l'Algérie, pour laquelle la majorité des délégués manifestait sa sympathie.

Bamako aujourd'hui comme hier Bandoeng, est un reflet du gigantesque soulèvement des masses coloniales. Le mouvement peut commencer avec des résolutions modérées, il a sa logique propre. Les impérialistes ne lui céderont jamais assez, car son objectif final est la destruction de l'impérialisme. Dien Bien Phu a stimulé Bamako, et Bamako ira vers de nouveaux Dien Bien Phu.

Cette marche des peuples colonisés vers leur émancipation est irrésistible. Loin de s'arrêter, loin de montrer le moindre signe d'essoufflement depuis douze ans, chaque victoire suscite un écho dans des territoires nouveaux.

Cette puissance des mouvements coloniaux, de la révolution coloniale qui se propage à travers le monde,

dépasse tous les calculs des impérialistes.

Le capitalisme français se trouve affaibli à l'extrême, ayant perdu de sa substance au Vietnam, puis en Tunisie et au Maroc; il s'épuise chaque jour en Algérie et ne peut espérer reconstituer ses forces en Afrique noire, bien au contraire. Par suite de la politique de trahison des directions ouvrières qui, loin de mener une lutte énergique à l'aide des peuples colonisés, ont collaboré à la répression ou ont eu une attitude de passivité complice, la bourgeoisie a pu jusqu'alors manœuvrer, gagner du temps.

La marche en avant de la révolution coloniale et le démarrage de la révolution politique dans les Etats ouvriers rendent impérieuse la question de la révolution prolétarienne dans les métropoles, comme seul moyen réel, en abattant l'impérialisme, de l'empêcher de plonger le monde dans la grande aventure.

La France bourgeoise est le chaînon le plus faible du monde capitaliste. C'est au prolétariat français que revient la tâche de donner le signal de la révolution prolétarienne en Europe. L'expérience du Front Populaire et de la Résistance a largement liquidé la direction socialiste au profit de la direction stalinienne. La politique de celle-ci depuis la « Libération » a fait loupé le coche, d'où la grande crise du P.C.F. nourrie par la crise internationale du stalinisme. Cette crise se résoudra dans la formation d'une nouvelle direction révolutionnaire qui fera converger l'action des masses travailleuses de France avec celles des peuples colonisés dans la victoire du socialisme.

encore de pousser à ce que les masses concluent d'elles-mêmes le conflit algérien:

PAIX EN ALGÉRIE PAR L'ACTION DES TRAVAILLEURS. A BAS LES RÉFORMES COLONIALISTES. VIVE L'INDÉPENDANCE ALGÉRIENNE.

En impulsant de telles luttes, on aidera les travailleurs à constituer d'eux-mêmes, dans la lutte, leurs propres organismes de combat. Tout mouvement débutant sur de telles bases ne peut que dépasser très rapidement ses premiers objectifs. La logique de toute lutte générale, les plans de la bourgeoisie amèneront à lutter:

POUR UN GOUVERNEMENT AU SEUL SERVICE DES TRAVAILLEURS.

Il est aisé d'élaborer, dans les grandes lignes, le programme d'un tel gouvernement, et d'imaginer qui peut le soutenir dans le pays et le diriger au sommet. Ni radicaux, orthodoxes ou dissidents, ni aucune formation bourgeoise ne possèdent de programme et de base sociale qui leur permettent de collaborer à la sauvegarde des intérêts ouvriers. Seuls le Parti Communiste et le Parti Socialiste peuvent, en unissant leurs efforts, éveiller un écho suffisant dans le prolétariat.

Le Front Unique donc? Il se heurte au plus vigoureux refus de la direction réactionnaire de la S.F.I.O.! Mais le Front Unique n'est pas une opération de sommet, pour l'action parlementaire. Le Front Unique, c'est une campagne incessante, menée du haut en bas, dans tout le pays, pour entraîner l'ensemble des travailleurs à l'action sur des objectifs de classe, qu'ils acceptent unanimement.

Proposer l'unité d'action ce n'est ni l'art de plumer la volaille, ni la pratique du collage bourgeois avec les réformistes. Lutter pour le Front Unique, c'est agir sur tous les travailleurs, en s'adressant aux dirigeants qu'ils se sont donnés. Ces dirigeants refusent? Il est difficile de changer des social-traités en défenseurs du prolétariat. Mais en multipliant les propositions d'action et en organisant parallèlement des luttes partout où elles sont possibles, les communistes créeront les conditions nécessaires pour que les travailleurs comprennent la trahison de leurs dirigeants.

Ces principes généraux, particulièrement valables pour la France, restent malheureusement lettre morte, de par l'attitude de la direction du P.C.F. Mais, à l'heure actuelle, se prépare une période de grandes luttes politiques, au cours desquelles les prolétaires pourront faire l'expérience de leurs dirigeants, tandis que s'affirmera une avant-garde. Il est indispensable à l'efficacité de cette dernière qu'elle assimile correctement les problèmes du Front Unique.

Pareilles perspectives peuvent sembler chimériques. Leur réalisation dépend de l'action ouvrière. Et en France, les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot.